

# Côte d'Ivoire • Un pays entre vulnérabilités et besoin de réconciliation

Charles Millon

**Dans un contexte sécuritaire des plus fragiles en Afrique et face aux vellétés françaises, plus ou moins affichées, de se désengager de la zone subsaharienne, les élections législatives du 6 mars prochain en Côte d'Ivoire s'annoncent sous haute tension. Le pouvoir en place doit oser affronter l'opposition, unie pour la première fois, le faire à la loyale et prouver au peuple qu'il est encore souverain. A la veille d'élections cruciales, cette note souligne les fragilités du pays et montre la nécessité d'un scrutin au déroulement exemplaire, au risque de voir cette grande puissance d'Afrique de l'Ouest s'embraser à nouveau. Avec des conséquences qu'on ne mesure pas.**

Longtemps les observateurs ont soutenu que le djihadisme et la menace islamiste se limitaient à l'Afrique du Nord et au Sahel, les pays tropicaux se croyant protégés par la barrière de la forêt. Or, force est de constater que c'était une erreur, que l'Islam d'abord, l'islamisme ensuite, le djihadisme enfin ont passé cette barrière et maintenant concernent l'Afrique tropicale et par là même tout le continent.

Alors que le pouvoir algérien avait réussi à l'éliminer après «la décennie de sang», elle est réapparue avec la chute de Mouammar Kadhafi en Libye, dont les puissances occidentales demeurent coupables. La menace djihadiste a pu se répandre aisément dans la zone sahélo-saharienne dès lors que le seul régime fort de la zone était tombé et que les armements et les financements pouvaient transiter dans le Sahel en toute impunité et se répartir entre l'ensemble des groupes islamistes et terroristes.



## Une menace terroriste **qui s'étend toujours plus vers le sud**

Au nord Mali, où il a implanté ses premières bases, le terrorisme islamique s'est greffé sur des groupes aux revendications autonomistes anciennes, généralement Touareg mais aussi Peuls, et surtout il s'est métastaté. De la Mauritanie au Tchad et du Mali au nord Cameroun, il prend des formes diverses qui se nomme AQMI (Al Quida au Maghreb Islamique), État islamique au grand Sahara, Boko Haram ou Daech... Et qu'il soit strictement religieux ou lié au grand banditisme avec des trafics de toute sorte : armes, femmes et jeunes filles, drogues, etc.

Il est préoccupant de constater que le trafic de drogues en provenance d'Amérique latine, qui jusque-là arrivait en Afrique par Bissau et remontait par le Mali avant d'aller vers le nord de l'Europe et le Moyen Orient, cherche à emprunter un nouvel itinéraire en arrivant dans le golfe de Guinée : c'est ainsi qu'il y a dix jours plus d'une tonne de cocaïne en provenance du Paraguay ont été interceptées en Côte d'Ivoire.

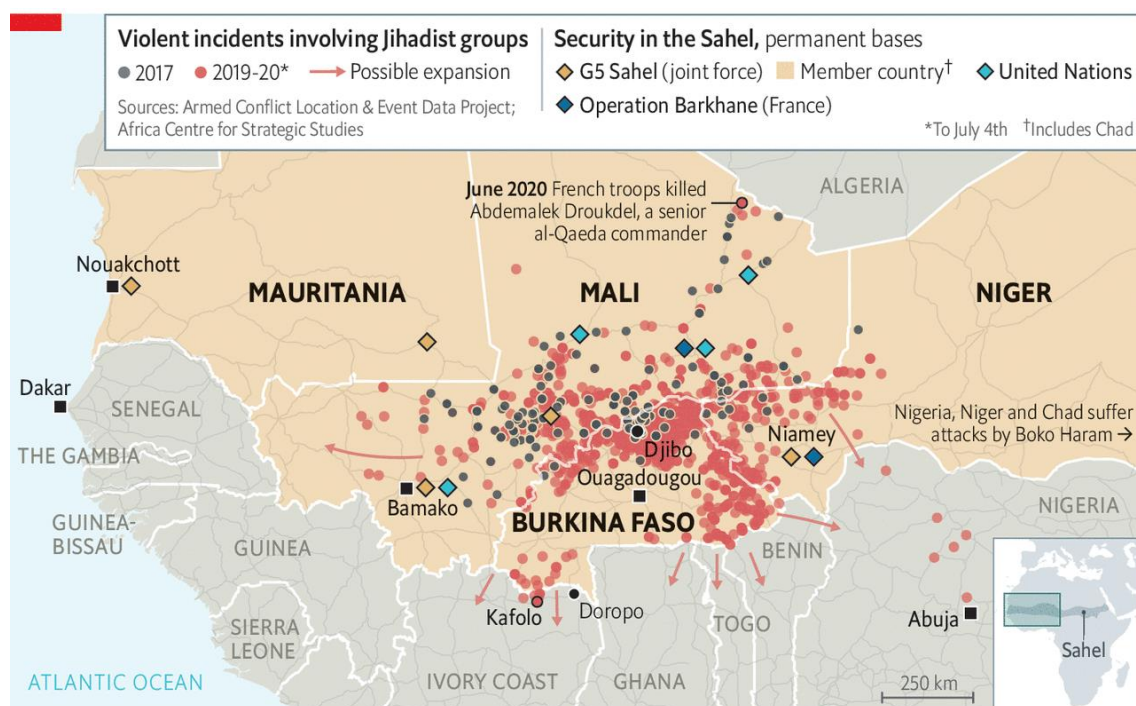
Quand on sait que trafic de drogue et terrorisme s'alimentent l'un l'autre, tout cela est alarmant et surtout après avoir entendu AQMI et Daech affirmer que leur prochain objectif était d'atteindre l'océan et en particulier les ports du golfe de Guinée : Cotonou au Bénin et San Pedro en Côte d'Ivoire.

## Un défi lancé à **tous les pays du continent**

Aujourd'hui, une zone grande comme l'Europe et qui s'étend sur le Mali, le Niger, le Burkina Faso est écumé par les groupes djihadistes (**Figure 1**). Si ces derniers mois, l'armée française et celles des pays africains du G5 Sahel ont multiplié les offensives, en particulier dans la zone dite des trois frontières (Mali, Niger, Burkina Faso), si de bons résultats dans la lutte contre le terrorisme ont été enregistrés avec la mort de l'émir d'AQMI, le bilan est toutefois mitigé. L'attentat du 9 août 2020 à Niamey a jeté le doute et chacun s'interroge sur la capacité du Niger à contrer ce terrorisme.

Lors du sommet de N'Djamena des 15 et 16 février dernier, réunissant les chefs d'État du G5 Sahel et leurs partenaires, au premier rang desquels figure la France, Emmanuel Macron a reconnu qu'il ne s'agissait pas de traquer tous les groupes armés de la région, sans quoi « ce serait une guerre infinie », mais de cibler les têtes djihadistes.

Figure 1 • Une menace terroriste qui s'étend



Source - The Economist, juillet 2020

Le fait que la France ait évoqué un redimensionnement de son engagement laisse entendre en termes diplomatiques, qu'elle envisage un retrait de la région à court ou moyen terme... qui obligera les pays concernés par le terrorisme islamique à mobiliser leur population tout entière contre l'ensemble de la menace djihadiste. Car celle-ci a toujours profité pour s'infiltrer des divisions politiques, des désordres économiques et des tensions sociales, comme on a pu le constater au Mali ou au Burkina Faso. Le défi est donc lancé à tous les pays du continent et notamment à la Côte d'Ivoire, cible toute désignée : une grande frontière commune avec le Burkina, un pays déjà largement gangrené par le terrorisme et deux ports riches et puissants, Abidjan et San Pedro (Figure 2).

## Côte d'Ivoire : un pays au bord de la rupture

La Côte d'Ivoire doit d'urgence engager la réconciliation de tous ses habitants pour retrouver la paix civile et la capacité de mobilisation afin de faire face à la menace djihadiste qui se profile de plus en plus sûrement. Or, voilà plus de vingt ans que la Côte d'Ivoire est déstabilisée, tant sur le plan politique que social. En deux décennies, le pays a subi deux coups d'État et vécu une quasi-guerre civile.



Figure 2 • Une menace terroriste qui s'étend



Source • Adobe Stock, sous licence

Le bel ordonnancement que le premier président Félix Houphouët-Boigny avait réussi à mettre en place et à maintenir a été mis à bas après sa mort. Le pays qui était prospère en étant devenu notamment le premier producteur mondial de cacao, voit aujourd'hui la misère augmenter : près de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, le pays souffre d'une immigration non contrôlée et des tensions se maintiennent entre le sud chrétien et le nord musulman. Déjà des milices font régner dans certaines régions un climat de terreur.

Il est donc urgent de garantir la paix civile en favorisant la réconciliation entre tous les Ivoiriens.

Malheureusement, les élections présidentielles du mois d'octobre dernier ont montré combien la démocratie ivoirienne était fragile et captée par des forces aux intérêts autres que nationaux. En se présentant pour un troisième mandat, au mépris de la constitution, Alassane Ouattara a instillé le doute sur la démocratie et le respect des droits de chaque citoyen.



## Élections législatives du 6 mars : un rendez-vous capital pour la Côte d'Ivoire et pour l'Afrique de l'Ouest

Muée peut-être par le principe de réalité, une nouveauté historique est apparue avec l'alliance entre les deux grands partis d'opposition (le PDCI présidé par Henri Konan Bédié et l'EDS, le parti de Laurent Gbagbo) : ils ont institué une plateforme commune pour présenter un front uni de l'opposition au pouvoir en place avec des candidats uniques dans la majorité des circonscriptions, et offrir ainsi une alternance crédible, permettant aux Ivoiriens de choisir librement et sereinement entre deux politiques.

Cette alliance pose comme préalable la réconciliation nationale, la libération de tous les prisonniers politiques, la veille rigoureuse sur la transparence et la sécurité du scrutin législatif du 6 mars prochain. C'est ainsi que la Côte d'Ivoire pourra rejoindre les démocraties « adultes » d'Afrique telles que le Niger où le Président Issoufou a refusé de briguer un troisième mandat et a ainsi permis l'élection de son dauphin, Mohamed Bezoum.

Mais maintenant que les deux anciens présidents de la République, au travers des deux principales formations politiques d'opposition, ont décidé de présenter des candidats uniques dans la majorité des circonscriptions et de participer soudés aux échéances démocratiques, il est impératif que le scrutin du 6 mars se déroule dans la sécurité et la transparence. Il revient donc à Alassane Ouattara et à la communauté internationale de veiller à la bonne tenue des élections et de s'opposer à d'éventuelles fraudes.

Il est fondamental que des observateurs internationaux soient invités à veiller de près à la transparence du scrutin. Si, comme on le dit, le président Macron recevait Alassane Ouattara cette semaine à Paris, cette demande devrait prendre une forme impérative.

Les élections législatives du 6 mars sont capitales pour la Côte d'Ivoire, bien sûr, mais au-delà pour toute l'Afrique de l'Ouest. Le bon déroulement du scrutin redonnerait force et espoir à une population tarabudée par la montée de la pauvreté et inquiète des violences et de l'insécurité grandissantes. Et sans l'adhésion des peuples, la bataille contre l'hydre djihadiste restera infructueuse.

# Nos publications



- Face au mur des faillites d'entreprises : comment mieux protéger les salariés ?**, Franck Morel et Sébastien Laye, février 2021
- Présidence européenne du Portugal : entre doxa franco-allemande et nostalgie impériale**, Jean-Sylvestre Mongrenier, décembre 2020
- Erdogan, la nouvelle Turquie et nous : anticiper la recomposition des alliances**, Jean-Sylvestre Mongrenier, novembre 2020
- Au-delà de l'incertitude électorale américaine : enjeux et lignes d'action pour l'Europe**, Jean-Sylvestre Mongrenier, novembre 2020
- Le monde vu de Moscou. Géopolitique de la Russie et de l'Eurasie postsoviétique**, livre de Jean-Sylvestre Mongrenier, PUF, octobre 2020
- Islamisme : pour une politique intégrale**, Jean-Thomas Lesueur, octobre 2020
- Le gaz au-delà de 2050 ?**, livre de Jean-Pierre Schaecken Willemaers, L'Harmattan, octobre 2020
- Géopolitique de l'Europe**, livre de Jean-Sylvestre Mongrenier, PUF, collection « Que sais-je ? », octobre 2020
- Restitution du patrimoine culturel africain : une erreur culturelle, une faute politique**, Julien Volper, septembre 2020
- Les falsifications historiques du discours géopolitique chinois**, Jean-Sylvestre Mongrenier, juin 2020
- Propositions pour relocaliser la production de médicaments en France**, Sébastien Laye, juin 2020
- L'annihilation programmée de Hong-Kong impose une clarification de la politique de la France**, J.-S. Mongrenier et L. Amelot, juin 2020
- Portée juridique et politique des décisions de la Cour de Karlsruhe : l'UE en quête de sa légitimité**, Jérôme Soibinet, mai 2020
- Traçage numérique : pourquoi c'est non**, Cyrille Dalmont, avril 2020
- Pourquoi faut-il soutenir l'île-État de Taïwan ?**, Jean-Sylvestre Mongrenier et Laurent Amelot, avril 2020
- La planète à l'heure du coronavirus : un monde affolé qui bascule dans l'inconnu**, Jean-Sylvestre Mongrenier, mars 2020
- Municipales 2020 : propositions pour la revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs**, Édouard Guillot, février 2020
- Municipales 2020 : propositions pour la famille et les solidarités de proximité**, Elizabeth Montfort, février 2020
- Municipales 2020 : propositions pour la sécurité**, Édouard Guillot, février 2020
- Municipales 2020 : propositions pour l'écologie locale**, Jean-Thomas Lesueur et Édouard Guillot, février 2020
- Municipales 2020 : propositions pour le développement économique local**, Sébastien Laye, février 2020
- De l'« OTAN arabe » à l'« OTAN Moyen-Orient » : quels enjeux pour les puissances occidentales ?**, Jean-Sylvestre Mongrenier, janvier 2020
- Conférence sur l'avenir de l'Europe : beaucoup de bruit pour rien ?**, Jérôme Soibinet, décembre 2019
- Nation et religion : l'expérience marocaine**, Sophie de Peyret, décembre 2019
- Les causes monétaires de l'échec économique français**, Sébastien Laye et Didier Long, décembre 2019
- Macron, l'OTAN et la défense de l'Europe : un président ne devrait pas dire ça**, Jean-Sylvestre Mongrenier, novembre 2019
- L'islam en France, le temps des solutions : 35 propositions pour agir maintenant**, Sophie de Peyret, novembre 2019
- Emmanuel Macron au piège de la « souveraineté européenne »**, Jérôme Soibinet, octobre 2019
- L'opération turque dans le Nord-Est syrien, sa portée militaire et ses perspectives géopolitiques**, Jean-Sylvestre Mongrenier, octobre 2019
- Terrorisme et lutte contre le financement du terrorisme en Afrique de l'Ouest**, A. Tisseron, également disponible en anglais, septembre 2019
- Libertés religieuses : le Parti communiste chinois contre les religions**, E. Dubois de Prisque et J.-S. Mongrenier, septembre 2019
- Familles monoparentales et PMA : quand la loi fabrique de la fragilité sociale**, Elizabeth Montfort, septembre 2019
- Projet de loi « engagement et proximité » : un geste pour les communes modeste et technocratique**, Jean-Thomas Lesueur, juillet 2019
- Le système de crédit social : comment la Chine évalue, récompense et punit sa population**, Emmanuel Dubois de Prisque, juillet 2019
- PMA, filiation, transmission : quels sont les besoins de l'enfant ?**, E. Montfort, M. Fontanon-Missenard, Ch. Flavigny et Ch. Delsol, juin 2019
- Géopolitique et ambitions militaires de la France : l'Europe ne suffit pas**, Jean-Sylvestre Mongrenier, juin 2019
- Après les élections du 26 mai, la « doctrine Macron » à l'assaut de l'Europe**, Jean-Thomas Lesueur et Jérôme Soibinet, mai 2019
- L'« armée européenne », la défense de l'Europe et les enjeux géopolitiques occidentaux**, Jean-Sylvestre Mongrenier, mai 2019
- Principes, institutions, compétences : recentrer l'Union européenne**, rapport, mai 2019
- Pour une autre politique monétaire. Flexibiliser l'euro et réformer la BCE**, Sébastien Laye, mai 2019
- Quelle contribution européenne face aux nouveaux défis de l'immigration ?**, rapport, avril 2019
- Les origines économiques du mouvement des « gilets jaunes »**, Sébastien Laye, mars 2019
- Usage et force des symboles dans la stratégie de Daesh. L'exemple du drapeau**, Sophie de Peyret, mars 2019
- Politique française dans le golfe Arabo-persique : une nécessaire clarification**, Jean-Sylvestre Mongrenier, mars 2019
- Menace jihadiste : les États du golfe de Guinée au pied du mur**, Antonin Tisseron, également disponible en anglais, mars 2019
- Pour une école de la liberté et des responsabilités**, rapport, février 2019
- La démocratie en circuit court. Plaidoyer pour la réforme de l'État, la décentralisation et le RIP local**, Jean-Thomas Lesueur, février 2019
- La Chine e(s)t le monde. Essai sur la sino-mondialisation**, livre d'E. Dubois de Prisque et S. Boisseau du Rocher, éditions Odile Jacob, 2019
- Les migrations de masse, le droit international et le « Pacte mondial » de l'ONU**, Jean-Thomas Lesueur, décembre 2018
- Intelligence artificielle et santé : 10 propositions anti-brouillard pour régulation éclairée**, Cyrille Dalmont, novembre 2018
- Chine-Afrique : au-delà des intérêts économiques, l'indifférence réciproque**, Emmanuel Dubois de Prisque, septembre 2018
- 2008-2018 : a-t-on retenu les leçons de la crise financière ?**, Sébastien Laye, septembre 2018
- Stabiliser le Moyen-Orient : acteurs, menaces, stratégies**, Jean-Sylvestre Mongrenier, disponible en anglais, juillet 2018
- La Pologne, acteur géostratégique émergent et puissance européenne**, Jean-Sylvestre Mongrenier, juin 2018
- L'accord nucléaire iranien, la stratégie américaine et les illusions européennes**, Jean-Sylvestre Mongrenier, mai 2018
- Quelle politique migratoire pour la France ?**, Jean-Thomas Lesueur, mai 2018
- Brexit : quelles conséquences pour la puissance britannique ?**, Pierre-Alain Coffinier, également disponible en anglais, avril 2018
- Péril sur l'électricité belge**, livre de Jean-Pierre Schaecken Willemaers, Bruxelles, Texquis, 2018
- La France a-t-elle besoin d'un deuxième porte-avions ?**, Jean-Sylvestre Mongrenier, 2<sup>e</sup> édition, avril 2018
- Formation professionnelle : 6 propositions pour aller plus loin**, Michel Fourmy, avril 2018
- Le modèle scandinave est-il bon pour la France ?**, Sébastien Laye, février 2018
- Coopération structurée permanente : un étroit chemin vers une défense européenne**, Jean-Sylvestre Mongrenier, décembre 2017

**Charles Millon** est administrateur et co-fondateur de l'Institut Thomas More. Élu député de l'Ain en 1978, vice-président de l'Assemblée nationale de 1986 à 1988, président du groupe UDF de 1989 à 1995, il a été ministre de la Défense de 1995 à 1997. Maire de Belley de 1977 à 2001, il a également été président du Conseil régional de Rhône-Alpes de 1988 à 1999. De 2003 à 2007, il a été ambassadeur représentant la France auprès de la FAO à Rome •

Programme  
**Enjeux internationaux**

Dans un contexte de fortes tensions internationales, d'émergence de nouveaux acteurs étatiques et non-étatiques et d'accroissement des menaces pour l'Europe, le Programme « Enjeux internationaux » décrypte les dynamiques géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

**Paris**

8, rue Monsigny, F-75 002 Paris  
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

**Bruxelles**

Avenue Walkiers, 45, B-1160 Bruxelles  
Tel : +32 (0)2 374 23 13

[www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org)  
[info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org)

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, février 2021

